

**L'ENVOYÉ PERSONNEL DE BAN KI-MOON A QUITTÉ
ALGER POUR MADRID**

**Christopher Ross «recadre»
le dossier du Sahara Occidental**

L'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU pour le Sahara Occidental a quitté hier Alger pour poursuivre sa tournée par Madrid, Paris et Washington. Christopher Ross a qualifié de «francs et fructueux» les entretiens qu'il a eus avec les responsables algériens.

Tarek Hafid - Alger (Le Soir) - «Je quitte aujourd'hui Alger après trois jours durant lesquels j'ai entrepris des entretiens francs et fructueux avec le ministre des Affaires étrangères, le ministre délégué aux Affaires maghrébines ainsi que le président Abdelaziz Bouteflika.

Ces entretiens ont porté sur la position de l'Algérie vis-à-vis du dossier du Sahara Occidental et les meilleurs moyens de poursuivre le processus de négociation auquel a appelé le Conseil de sécurité de l'ONU entre le royaume du Maroc et le Front Polisario afin de parvenir à une solution politique juste, mutuellement acceptable, devant

aboutir à l'autodétermination du peuple sahraoui», a affirmé, hier, l'envoyé personnel du secrétaire général de l'ONU, dans sa déclaration lue à la presse avant son départ d'Alger.

Christopher Ross, dont c'est la première tournée dans le cadre de cette nouvelle mission, n'a pas souhaité répondre aux questions des journalistes.

«No questions», a lancé, avec un grand sourire, Ross avant de quitter la salle de conférences du salon d'honneur de l'aéroport Houari Boumediène.

Reste l'essentiel : l'émissaire onusien a, une nouvelle fois, insisté sur les éléments-clés du dossier du Sahara Occidental en évo-

quant une «solution politique juste, mutuellement acceptable devant aboutir à l'autodétermination du peuple sahraoui».

Contrairement à son prédécesseur, le «plan d'autonomie» marocain n'a plus droit de cité puisqu'il s'oppose au principe de l'autodétermination.

Un recadrage nécessaire après les dépassements de Peter Van Walsum.

Ainsi, Ross a estimé que le Front Polisario et le Maroc sont prêts à poursuivre «le processus» de négociation.

«Lors de cette première partie de ma tournée, dans le cadre de l'importante mission dont m'a chargé le secrétaire général de l'ONU, M. Ban Ki-moon, je suis parvenu à comprendre clairement les positions et les visions, comme je suis parvenu à constater une volonté sincère de poursuivre le processus (de négociation) et de m'aider dans ma mission de la part des deux par-

ties en conflit (Maroc et Front Polisario) ainsi que de la part d'un pays du voisinage (...). C'est fort des principes de respect, de franchise et d'optimisme pour faire aboutir (l'action) diplomatique que je quitte la région (le Maghreb).»

L'envoyé personnel de Ban Ki-moon a également annoncé son intention de se rendre en Mauritanie, «dans les plus brefs délais».

Pour ce qui est de la suite de sa tournée qui doit le conduire à Madrid, Paris et Washington, Christopher Ross a déclaré vouloir obtenir la contribution de ces trois Etats, «pour la poursuite de sa mission».

«Je poursuis ma tournée en me rendant à Madrid, Paris et Washington, afin d'examiner avec les hauts responsables de ces capitales la contribution qu'ils peuvent m'apporter dans l'exercice de ma mission.»

T. H.

FESTIVITÉS D'ABALESSA DU PATRIMOINE

IMMATÉRIEL

Le destin d'un mythe

De défilés en parades traditionnelles, les habitants de Tamanrasset sont à la fête depuis plusieurs jours. Et la fête se prolonge plus encore puisque, en parallèle aux festivités d'Abalessa, s'enchaînent celles du festival dédié à la réhabilitation du tindi, organisé par l'association Issekta en partenariat avec la Maison de la culture. Autre événement très attendu, l'Assihar, cette manifestation commerciale mais tout autant culturelle, puisqu'elle réunit un bon nombre de troupes folkloriques de pays voisins, tels que le Mali et le Niger, ouvrira ses portes aujourd'hui.

De Tamanrasset, Samira Hadj Amar

Véritable carrefour de spectacles et des arts traditionnels, le cœur de Tamanrasset bat aux mêmes rythmes des sons engendrés par l'Ahlelil du Gourara et celui des voix féminines de l'Imzad. Au-delà des conflits de leadership qui semblent s'installer autour du monopole de la gestion de ce patrimoine universel, l'esprit demeure aux réjouissances !

Au deuxième jour des festivités d'Abalessa, le programme s'allonge et se prolonge en un périple ancestral.

Première halte. Visite des campements traditionnels. Au pied des montagnes de l'Ahaggar, une belle perspective s'ouvre vers un horizon de traditions et de rituels.

Une suite de kheïmas installées les unes à côté des autres entourent le centre des courses fabuleuses des méharistes.

Ce sont toutes des représentations d'associations culturelles de la région. Un réel plaisir que d'admirer ces danses folkloriques accompagnées des rythmes saccadés du Tindi.

Aux premières heures de cette journée très ensoleillée, la lumière scintille de plus beau sur les robes et bijoux traditionnels des femmes du désert parées de leurs plus beaux atours.

Les belles aux yeux de gazelle s'affairent à offrir aux visiteurs un miroir de leur quotidien.

De l'alimentaire aux douces mélodies en passant par l'artisanat, les touaregs racontent et livrent quelques secrets de leurs mystères aux plus sceptiques. Un thé dans la plus pure des traditions est offert à chaque arrêt.

Quelques mots échangés dévoilent certains problèmes rencontrés par des associations, notamment celles de l'Imzad. Une question de financement par l'Unesco qui tarde à venir ou

qui serait mal réparti.

Qu'à cela ne tienne, les détenteurs de l'Imzad affichent bonne figure en attendant des jours meilleurs mais refusent d'adhérer au concept de l'école fondée par l'association «Sauver l'Imzad». Pour ses représentantes comme Chenna, la plus âgée des chanteuses, qui a refusé d'intégrer l'école de l'Imzad fondée en 2004, cet art ancestral ne s'apprend pas de cette manière. Cette musique dictée par les vents du désert ne peut se puiser entre les quatre murs d'une salle de musique, nous dit-on. Au royaume du silence, les visiteurs reprennent la route en direction du tombeau de la reine Tin Hinan, mère fondatrice du peuple touareg. A Abalessa, ancienne capitale de Tamanrasset, les invités remontent le temps jusqu'au IV^e siècle. Pour les guider, Farid Ighil Ahruz, directeur de l'Office national de l'Ahaggar (OPNA). Au pied de la tombe, près de Silat, un petit musée s'est improvisé. «Plus tard, un modèle de l'expo Sahara réalisée en novembre dernier sera érigé ici», nous confie le directeur de l'OPNA. Des maquettes et autres répliques, découpées dans la chambre de Tin Hinan, seront reproduites. Farid Ighil Ahruz nous annonce d'ailleurs que dans moins d'une année, un musée national sera édifié à

Tamanrasset.

Un musée qui regrouperait l'essentiel des découvertes de la région et qui permettrait enfin de limiter les pillages fréquents causés par les touristes étrangers. On rappellera que les ossements de Tin Hinan, découverts en 1925, sont entreposés au musée du Bardo à Alger.

Le retour aux festivités se fait à Abalessa. La plateforme est bondée de monde. Toute la ville est là. Les habitants accompagnent les chanteurs et les danseurs dans leurs moindres mouvements. La musique est partout.

Le temps semble figé. La fraîcheur de cette soirée n'entame en rien l'osmose parfaite qui s'est créée aux premiers refrains des poètes de l'Ahlelil. Silence solennel, pour les loueurs de proses spirituels. Un silence qui se prolonge, lorsque Chtima Bouzad avec sa petite troupe font leur entrée. Tous l'attendaient !

Sans surprise, Chtima fascine dès les premières notes. Près d'elle, son mari entonne des poésies en targui.

Même si la langue nous est inconnue, nous nous laissons inéluctablement emporter par la magie de ces instants précieux.

La soirée s'achève et chacun repart serein, la tête pleine les étoiles !

S. H. A.

CE MONDE QUI BOUGE

**Guadeloupe, une
crise aux relents
coloniaux**

Au départ, c'était une question de prix du litre d'essence. En Guadeloupe, département français des Antilles, l'essence coûte plus cher qu'en France, d'où la colère des Guadeloupéens à l'endroit des distributeurs. Puis la revendication s'est généralisée au pouvoir d'achat jugé insuffisant, au coût de la vie jugé plus élevé qu'en métropole, à la discrimination à l'emploi, le tout sur fond de remontée d'une crise identitaire que personne n'attendait.



La Guadeloupe, qui connaît une situation de sous-développement économique, présente toutes les caractéristiques d'une situation de type colonial. Un chiffre la résume : 1 % de la population, les «békés», Blancs d'origine européenne, détiennent 99 % des richesses de l'île. Les mêmes familles, les mêmes noms tiennent la grande distribution — supermarchés — et les principales exploitations agricoles. En outre, dans cette grande île, qui vit également du tourisme, où le taux de chômage est de 28 % (11 % en France), les emplois supérieurs sont accaparés par la minorité européenne. A compétences égales, un Blanc a plus de chance de trouver un emploi qu'un Noir, ce qui dénote l'existence d'un problème de discrimination raciale longtemps masqué.

Qui plus est, cette minorité majoritairement blanche, via le collectif des importateurs, fait tout pour empêcher la création d'entreprises locales de production de biens de consommation ! Elle préfère investir dans la sphère commerciale, moins risquée et moins coûteuse mais plus rentable financièrement, plutôt que d'investir dans la création d'entreprises productives génératrices pourtant d'emplois directs et donc de richesses pour l'île. Un peu comme en Algérie, où l'on préfère importer (34 milliards de dollars rien qu'en 2008) plutôt qu'investir, quitte à pousser des entreprises comme Daewoo ou Renault, et tant d'autres, à installer leurs usines au Maroc, usines dont une partie de la production est ensuite écoulée sur le marché algérien. De ce fait, la Guadeloupe, dont la banane est la principale richesse, ne produit presque rien. Elle importe tout, y compris les yaourts et l'eau minérale, vendus 60 à 100 % plus cher qu'en France. Le plus célèbre des Guadeloupéens, le footballeur Lilian Thuram, révélait dans un entretien au *Monde*, que ses sœurs venues lui rendre visite à Paris, repartaient avec des sacs pleins de produits, notamment des couches-culottes, moins chères qu'en Guadeloupe ! Mettant en garde les autorités françaises, Thuram rappelait qu'en 1967, un an avant mai 1968, 87 Guadeloupéens avaient trouvé la mort au cours d'une révolte ayant embrasé l'île. Et qu'en dépit de cette révolte réprimée dans le sang, le sort du plus grand nombre ne s'était pas amélioré.

Cette crise sociale n'a pourtant pas échappé au secrétaire d'Etat à l'Outre-mer, Yves Jégo, envoyé en urgence en Guadeloupe afin d'éteindre l'incendie avant qu'il ne s'étende à l'autre grande île, la Martinique. Il était presque parvenu à dénouer la crise, négociant un accord de compromis, dont une augmentation des salaires que les leaders du LKP (Collectif contre la vie outrancière, principal animateur de la protestation guadeloupéenne) avaient accepté. Mais voilà, le président Nicolas Sarkozy a tout bloqué. La raison ! L'Élysée, qui refuse de céder aux syndicats français en ce qui concerne l'emploi et les salaires, ne pouvait donner suite aux revendications du LKP. Les syndicats français n'auraient pas manqué d'exiger la même chose. Yves Jégo, qui a été dessaisi du dossier après s'être fait tancer par le chef de l'Etat français, serait sur un siège éjectable.

Depuis lors, en Guadeloupe, le blocage persiste. La tension reste vive. Et une reprise de la protestation sociale n'est pas à exclure et risque de s'étendre en France, où une majorité de Français manifeste ouvertement sa sympathie aux Guadeloupéens. Une perspective que craint par-dessus tout une frange du patronat français.

H. Z.